

	Cette action contribue dans son intégralité à l'atteinte des objectifs du « TEI 1 – Inclusion pour la stabilité ».
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Modalité du projet :</p> <p>Gestion directe par</p> <ul style="list-style-type: none"> - Subventions - marchés publics. <p>Gestion indirecte avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)</p>

1.2 Résumé de l'Action

Cette action a pour **objectif global** d'accompagner le processus de transition démocratique agréée avec la communauté internationale. L'intervention visera au renforcement des capacités institutionnelles en matière électorale et à un meilleur ancrage de la culture démocratique (citoyens et parties prenantes) contribuant à des processus électoraux plus transparents, légitimes et participatifs, et au retour à l'ordre constitutionnel démocratique au Burkina Faso.

Les **objectifs spécifiques** sont :

1. Les **organismes publics clés du processus électoral** sont crédibles, efficaces, transparents et inclusifs.
2. Les **citoyens** burkinabè sont mieux informés, responsabilisés, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.
3. La **capacité de la société civile** burkinabè (y inclus celles représentant les droits des femmes et des personnes en situation de handicap) est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale.
4. Les **acteurs politiques** sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

Cette action contribue à la Feuille de route des engagements de l'UE+ envers la société civile 2021-2024, à la Stratégie de l'UE pour les droits de l'Homme et la démocratie au Burkina Faso 2021-2024, au Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 et au plan d'action femmes, paix et sécurité 2020-2022 au Burkina Faso.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Débuté le 18 décembre 2020, le deuxième mandat du Président Rock Marc Christian Kaboré s'est terminé le 24 janvier 2022 par le coup d'État du MPSR (Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration), alors porté par le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, et ayant pour principal objectif de restaurer "l'intégrité territoriale" du Burkina Faso. Quelques jours après un nouveau drame sécuritaire survenu à Gaskindé (37 morts dont 27 soldats), le Capitaine Ibrahim Traoré et un groupe de soldats ont entamé un coup de force le 30 septembre 2022, qui a abouti à une démission du Président Damiba le dimanche 2 octobre 2022. Le 14 octobre 2022, à l'issue des assises « des forces vives de la nation », le Capitaine Ibrahim Traoré a été désigné Chef de l'État du Burkina Faso. Le 25 octobre, un nouveau gouvernement de transition est élu, suivi le 11 novembre par celle du Président de la nouvelle assemblée législative de transition. Ce dernier coup d'État plonge à nouveau le Burkina Faso dans une instabilité politique forte. Entre le premier coup d'État à la fin janvier et le deuxième en septembre, les